



## **omar ramdane, vice-président du fce, à propos du recensement économique : Une première en Algérie**

Les résultats définitifs du premier recensement économique national, diligenté en 2011 par l'ONS, seront annoncés dans les prochains jours, soit un délai qui ne saurait dépasser les quinze jours

Les résultats définitifs du premier recensement économique national, diligenté en 2011 par l'ONS, seront annoncés dans les prochains jours, soit un délai qui ne saurait dépasser les quinze jours. C'est ce qu'a déclaré le directeur adjoint de l'Office, en l'occurrence M. Hamid Zidouni, lors de la présentation des conclusions préliminaires de l'enquête à l'occasion de la rencontre organisée sur la thématique, hier, au siège du MDI (Chéraga), par le Forum des chefs d'entreprise.

Les données chiffrées du rapport en question, publiées au mois de février 2012, révèlent que le nombre d'entreprises recensées sur le territoire national a dépassé le million, soit 1.020. 058 entités recensées à décembre 2011. Sur ce total, on relève 959.718 entités économiques (94%) et 60.340 entités administratives. Le recensement a fait ressortir, entre autres, que le tissu économique national était dominé par les personnes physiques à hauteur de 90,6%, contre 9,4% pour les personnes morales. La capitale totalise plus du tiers des entités morales existant sur le territoire national avec un taux de 33,8 %, suivie par les wilayas de Tizi-Ouzou (7,2%) et Béjaïa (6,7%).

La répartition des entités économiques par secteur d'activité ressort la prédominance du secteur commercial avec un total de 528.328 entités, soit 55,1% de l'ensemble des entités. Plus de 84% de l'activité se concentrent sur le commerce de détail. Le reste est ventilé sur le commerce de gros et le commerce d'automobiles et de motocycles. Le secteur des services intervient en seconde position comme étant l'une des principales activités économiques exercées dans notre pays avec 325.442 entités. Les activités relevant des services ne sont pas en reste sachant que le transport accapare 26% des entités, alors que 18,7% sont dans la restauration, 15,2% dans les autres services personnels, 10,2% dans les télécommunications, 5,4% dans les activités juridiques et comptables et 5,3% dans les activités pour la santé humaine, selon le document de l'ONS.

En fait, le nombre d'entités économiques activant dans le secteur tertiaire est de 853.770 entités, soit 89% de l'ensemble des entités économiques, indicateur qui confirme le caractère tertiaire de l'économie nationale. Le recensement révèle, d'autre part, l'existence de 97.202 entités industrielles, dont 23,4% dans les industries agroalimentaires (travail de grain, lait et produits laitiers, boissons, etc.), 22,7% dans la fabrication de produits métalliques, 10,5% dans l'habillement, 2,1% dans le travail du bois et la fabrication d'articles en bois et en liège, 1,3% dans le textile, 1,6% dans la réparation et l'installation de machines et d'équipement. Par ailleurs, 8.746, soit moins d'un pour cent (0,9%) de l'ensemble des entités économiques recensées, sont

versées dans le secteur de la construction. Aussi, le tissu économique reste fortement dominé par le secteur privé qui totalise 920.307 entités, soit près de 96% du total des entités recensées. La part du secteur public se limite à 2,4%. Le Forum des chefs d'entreprise, qui ne cessait de revendiquer une telle opération pour la maîtrise des données économiques, a jugé opportun d'inviter les principaux responsables de cette entreprise à venir expliquer les objectifs, la méthodologie ainsi que les principaux résultats du recensement. La rencontre d'hier a ainsi permis aux participants de revenir sur les résultats, mais aussi d'en faire la lecture économique qui s'impose. Dans cette optique, le président du FCE a souligné cet important besoin de disposer de données économiques tout en mettant en avant le rôle de l'Office national des statistiques à collecter l'information économique qui ne pourrait que servir les opérateurs et autres acteurs et décideurs de la sphère économique nationale. Rôle réaffirmé également par le vice-président du FCE, M. Omar Ramdane, qui a qualifié ce recensement de première en Algérie.

## D. Akila



PREMIER RECENSEMENT ÉCONOMIQUE

### **L'économie nationale plombée par le secteur tertiaire**

L'Office national des statistiques (ONS) a annoncé, hier à Alger, qu'il rendra publics, sous peu, les résultats définitifs du premier recensement économique. Lors d'une rencontre organisée par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) au siège du MDI, des responsables de l'ONS ont présenté quelques résultats préliminaires de ce recensement, en attendant de publier, d'ici deux semaines au plus tard, l'intégralité des résultats de cette première enquête statistique, dont l'Algérie n'a jamais bénéficié jusqu'ici. Tout en rappelant que l'Office n'a pas pour rôle d'évaluer la politique économique du pays, les représentants de l'ONS ont précisé que leur mission se limitait à «*produire des statistiques, libre aux experts d'en faire, ensuite, la lecture qu'ils veulent*». Mais d'ores et déjà, l'analyse des chiffres présentés fait ressortir un constat ignoré jusque-là, du fait de l'absence d'une image fidèle reflétant la réalité de l'économie nationale. Il s'agit de la prédominance du secteur tertiaire – commerce 55% et services 34% – sur l'activité économique ou le secteur du commerce, représenté essentiellement par de très petites entreprises privées, qui prend la part du lion avec 853 800 entités, soit 90% des entreprises en activité dans le pays. Le secteur des services est représenté par 325 442 entités activant en grand nombre dans les transports (26%). L'autre constat fait à partir des statistiques de l'ONS concerne l'activité industrielle. Celle-ci n'est représentée que par seulement 97 202 unités, fortement présentes dans la branche agroalimentaire (23,4%), la fabrication de produits métalliques (22,7%), l'habillement (10,5%), le travail du bois (2,1%), les textiles et cuirs (1,3%).

La faiblesse numérique des entreprises relevant du secteur de la construction a été également mise en évidence à travers des statistiques qui donnent un nombre ne dépassant pas les 8746 unités, soit à peine 0,9% de l'ensemble des entités économiques recensées. Commentant ces chiffres, le patron du FCE, Réda Hamiani, a

estimé que l'enquête statistique de l'ONS donne une image «*pas du tout reluisante*», en ce sens que «*le secteur industriel ne représente qu'une infime partie des activités économiques* ». «*Nous avons beaucoup de commerçants, beaucoup d'artisans, beaucoup de services, mais nous ne produisons pas assez*», a souligné M. Hamiani. Pour lui, les conséquences d'un tel état de fait, dans les prochaines années, sont claires : «*Notre économie sera constamment aspirée par les importations auxquelles les commerçants auront recours pour satisfaire une demande sur des marchandises qui ne sont pas suffisantes au niveau local.*»

**Lyes Mechti**



Recensement économique

## Le FCE juge les premiers résultats alarmants

Publié le 16 juillet 2012

Très attendus, les résultats définitifs du recensement économique de l'Office national des statistiques (ONS) effectué depuis une année, seront annoncés d'ici 15 jours. C'est ce qu'a annoncé, hier, M. Hamid Zidouni, directeur général adjoint de l'ONS. Intervenant lors d'une rencontre organisée par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) sur « l'évaluation des résultats du dernier recensement économique », celui-ci a indiqué que le travail, premier du genre dans notre pays, a pour objectif de donner plus de « lisibilité » à l'activité économique. Pour lui, il s'agit d'une évaluation globale qui fera l'objet d'une exploitation plus approfondie pour donner lieu ultérieurement aux résultats définitifs. Rédha Hamiani, président du FCE a estimé que cette initiative « permettra de voir plus claire la situation de l'économie nationale à travers des statistiques et des chiffres qui font jusque-là défaut ». De même qu'il mettra la lumière sur les blocages qui entravent la relance économique. L'ancien ministre de la petite et moyenne entreprise, n'a pas, toute de même, omis de qualifier de « graves » et d'« alarmantes » les données initiales communiquées par l'ONS. Et de remarquer que les importations continueront à dominer encore pour des années l'économie nationale. Le tissu industriel ne contribue à la création de richesse qu'à hauteur de 6 %. A cela, il y a lieu d'ajouter l'informel qui ne cesse de gagner de terrain. Selon le président du FCE pas moins de 90.000 commerçants ambulants exercent sur le territoire national. Il convient de souligner à titre de rappel que les résultats préliminaires publiés au mois de février dernier font état de recensement de 1.020.058 entités, soit 959.718 entités économiques, représentant 94% du total et 60.340 entités administratives. Le tissu économique est fortement dominé par les personnes physiques (90.6 %) contre 9.4 % pour les personnes morales. Ce résultat est révélateur d'une économie basée essentiellement sur des micros entités. La répartition des entités économiques par grand secteur d'activité montre clairement la prédominance du secteur commercial avec un total de 528.328 entités soit 55,1% de l'ensemble des entités. En seconde position vient le secteur des services avec 325.442 entités. Par ailleurs, le nombre d'entités industrielles recensées est de 97.202. Le tissu économique est fortement dominé par le secteur privé qui compte 920.307 entités, soit près de 96 % du total. La part du secteur public se situe à 2,4 %, quant aux entreprises mixtes et étrangères, elles représentent 1,7 % du total.



## Résultats préliminaires du recensement économique

### Le FCE déplore «une économie de bazar»

«Pour les prochaines années, il ne faut pas rêver avec une industrie peu représentée», a déploré hier Rédha Hamiani, président du FCE, lors d'un débat sous le thème «L'évaluation des résultats du recensement économique».

L'économie algérienne ne va plus. Le constat a été fait cette fois-ci par le Forum des chefs d'entreprises à la lumière des résultats préliminaires de la première phase du recensement économique effectué par l'ONS. Le recensement lancé en 2011 par l'ONS révèle, selon le FCE, que l'économie nationale hors agriculture et hors hydrocarbures est une économie de bazar au sens propre du terme. Les Algériens s'orientent vers le commerce et les services, au détriment de l'industrie. «C'est bien de parler avec les autorités publiques sur la désindustrialisation de l'économie algérienne. Ce recensement nous a permis de constater que notre économie est constituée à 90% de personnes qui exercent dans les services et le commerce. Ce qui est très grave. Notre industrie est trop faible et le recours à l'importation pour faire face aux besoins de la population reste incontournable. Donc pour les prochaines années, il ne faut pas rêver avec une industrie peu représentée», a déploré hier Rédha Hamiani, président du FCE, lors d'un débat sous le thème «L'évaluation des résultats du recensement économique» organisé au siège de MDI-Business School, à Chéraga. Les premiers résultats du recensement ont été rendus publics au début de l'année 2012. Aussi, le Forum des chefs d'entreprises a considéré «comme particulièrement opportun d'inviter les principaux responsables en charge de sa conduite, à venir exposer les objectifs, la méthodologie ainsi que les principaux résultats auxquels a abouti ce recensement». 1 020 058 entités ont été recensées sur tout le territoire national, soit 959 718 entités économiques, représentant 94% du total et 60 340 entités administratives. Le secteur commercial domine largement l'activité économique en Algérie, loin devant les services et l'industrie. Le recensement économique attendu depuis longtemps pour servir de base à l'action gouvernementale (élaborations de plans de développement, politique économique et autres prévisions) et mettre fin à la controverse sur les chiffres qui compromettent la crédibilité des statistiques ministérielles, apporte également la preuve, s'il en fallait une, de la modicité aggravée par un certain déclin du secteur industriel algérien. «Il faut arrêter les dégâts et favoriser l'investissement productif, débureaucratiser, libérer les initiatives dans les secteurs créateurs de valeur ajoutée qui crée de l'emploi. En 2012, il se trouve qu'on a rien fait de l'économie», constate pour sa part le professeur Abdelmadjid Bouzidi. Les participants à la rencontre d'hier ont relevé également le déséquilibre économique (ou commercial) entre les régions. L'activité commerciale s'est en effet concentrée uniquement dans les grandes villes, le reste des wilayas se trouvent en proie à la pauvreté et au chômage. Cette opération d'envergure, pilotée par l'ONS de mars à décembre 2011, a révélé que le tissu économique national était dominé par les personnes physiques à 90,6% contre 9,4% pour les personnes morales (entreprises), et qu'il reposait donc essentiellement sur des micro-entités. La capitale totalise plus du tiers des entités morales réparties à travers le pays avec 33,8%, suivie de loin par les wilayas de Tizi-Ouzou (7,2%) et Béjaïa (6,7%), relève l'enquête qui a ciblé tous les établissements économiques, hors agriculture, relevant des secteurs privé et public et qui a également concerné tous les établissements administratifs. Le plus

étonnant des chiffres révélés par les auteurs de l'enquête est, sans conteste, la faiblesse numérique des entités relevant du secteur de la construction, dont on n'a recensé que 8 746 unités, soit à peine 0,9% de l'ensemble des entités économiques recensées. Un chiffre en total déphasage avec les besoins énormes du pays en entreprises de BTPH, pour mettre en chantier des milliers de logements, des routes et autres équipements collectifs. On comprend alors pourquoi l'Algérie peine à réaliser ses programmes de construction dont les délais d'exécution traînent en longueur.

**M. A.M.**



## ENTITÉS ÉCONOMIQUES

### **Le privé détient plus de 95 %**

Depuis l'entrée de l'Algérie dans l'économie de marché, les investissements privés ne cessent de s'accroître. D'ailleurs, plusieurs entreprises étatiques ont été privatisées au fil des années. Aujourd'hui, le secteur privé représente un taux de 95 % du total des entités économiques activant sur le sol algérien. D'après le premier recensement économique, qui est à sa première phase, réalisé en 2011 par l'Office national des statistiques à l'appel du Forum des chefs d'entreprises (FCE), il existe 920 307 entités économiques en Algérie, tandis que le secteur public représente un total de 23 008 entités économiques publiques, ainsi que 16 403 entités dirigées par des partenariats mixtes ou carrément par des étrangers. Lors du recensement du FCE, dont les résultats préliminaires ont été présentés, hier, par des membres du forum ainsi qu'un représentant de l'Office national des statistiques (ONS), les recenseurs n'ont pas pris en compte la filière agricole, puisque le recensement de celle-ci sera conduit par une autre équipe prochainement. Le nombre d'entreprises est réparti d'abord sur deux types. Il s'agit de 959 718 entreprises à caractère économique (94%) et 60 340 à caractère administratif (06%), soit un total de 1 020 058 entreprises. S'agissant des types d'activités des entreprises recensées en excluant les administrations, elles ont été classées comme suit : industrie 97 202, construction 8 764, commerce 528 328 et services 325 442. Les entités commerciales représentent à elles seules un taux de 55,1 % du total des entités, alors que le secteur du bâtiment représente seulement 0,9 % du pourcentage global. La majorité de ces entreprises se concentrent particulièrement dans le nord-centre du pays, où l'on retrouve un total de 322 183 entités économiques. Par ailleurs, le responsable du FCE, Rédha Hamiani, a souhaité que les informations données par ce recensement soient «dopées» par les TIC, afin de mettre en place un répertoire d'informations exclusivement destiné à l'étude du secteur économique algérien. Quant à Tarik Bourezgue, conseiller au cabinet du secrétaire d'État chargé des statistiques, il a expliqué que ce type de recensement «est ignoré» par la plupart des pays en Afrique. Les États-Unis d'Amérique, quant à eux, le réalisent régulièrement tous les cinq ans. À noter que les résultats détaillés de ce recensement seront publiés «très prochainement », selon Hamid Zidouni, directeur général adjoint de l'ONS. Il convient de préciser également que même l'informel a été inclus lors de ce recensement, ayant été réalisé durant la période allant de mars à décembre 2011. Le but de cette opération, à laquelle a appelé le FCE depuis longtemps, est la mise à niveau du système d'information économique national, c'est-à-dire permettre la création d'une base de données riche en informations concernant le secteur économique.

**Smaïl Ikhelif**

# Les résultats définitifs seront connus dans deux semaines

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DU RECENSEMENT ÉCONOMIQUE DE 2011 ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS HIER LORS D'UN ATELIER DU FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISES (FCE) AU NIVEAU DU BUSINESS SCHOOL «MDI» À ALGER. LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DE CETTE PREMIÈRE EXPÉRIENCE DANS LE PAYS SERONT ANNONCÉS DANS DEUX SEMAINES.

Réalisé par l'Office national des statistiques (ONS), le recensement économique vise à répertorier toutes les entités économiques et administratives par le biais d'un identifiant commun, et ce, dans la perspective de présenter l'image la plus fidèle qui soit du tissu économique national. Lors de la rencontre des chefs d'entreprises, quatre communications ont été présentées par des représentants de l'ONS ainsi que du cabinet du secrétaire d'Etat chargé des statistiques. Ils sont revenus sur l'importance du recensement économique et ses différentes étapes. Aussi, une des communications a porté sur la présentation de quelques résultats préliminaires de l'opération. Une évaluation globale et provisoire fera l'objet d'une exploitation plus approfondie pour donner lieu ultérieurement aux résultats définitifs. Autrement dit, dans deux semaines environ. Les résultats préliminaires ont révélé que 6% seulement des 1 020 058 entités recensées sont des établissements administratifs tandis que 94% sont des entités économiques parmi lesquelles 95,9% représentent le secteur privé et 90,6% des personnes physiques. La répartition des entités économiques par secteur d'activité montre clairement la prédominance du secteur commercial avec un total de 528 328 entités soit 55,1% de l'ensemble des entités et plus de 84% de l'activité se concentre sur le commerce de détail. En seconde position vient le secteur des services avec 325 442 entités et dont environ 26% exercent leur activité dans le transport et 18,7% dans l'activité de restauration. Le nombre d'entités économiques activant dans le secteur tertiaire est de 853 770 entités, soit 89,0% de l'ensemble des entités économiques. Pour ce qui est du secteur de la construction, les entités recensées ont été de l'ordre de 8 746, soit moins d'un pour cent (0,9%) de l'ensemble des entités économiques recensées. Quant au nombre d'entités industrielles, il est de 97 202 soit un peu plus de 10% de la totalité des entités économiques. A titre indicatif, 23,4% activent dans les industries agro-alimentaires, 22,7% dans la fabrication de produits métalliques et 10,5% dans l'habillement. Implantées, en premier lieu, dans la wilaya d'Alger suivie d'Oran puis Sétif, les entités industrielles ne jouissent pas d'un volume à la taille de leur importance. A ce titre, le président du FCE, M. Réda Hamiani a estimé qu'il ne faut pas espérer un développement rapide pour ce secteur car, souligne-t-il, «vu la faible représentation de l'industrie, le pays aura encore recours à l'importation pour un bon moment». Notons que le recueil de toutes ces informations s'est effectué uniquement auprès des entités exerçant leur

activité au sein d'un local fixe et a nécessité le déploiement de 6 000 agents sur tout le territoire national. L'ONS a eu recours à la lecture automatique qui est un ensemble de technologies ayant pour but d'extraire automatiquement les données à partir des documents numérisés tout en étant efficace et garantir une sécurité dans le traitement des données. Ce recensement sera suivi d'une enquête approfondie avant la fin de l'année et à travers laquelle il sera question d'obtenir des résultats détaillés sur les entreprises en recensant tous les établissements. Un autre recensement général mais cette fois-ci agricole, est prévu également durant l'année en cours. Il sera lancé par le ministère de l'Agriculture et soutenu techniquement par l'ONS.

**HASSIBA ABDALLAH**



## **SES RÉSULTATS DÉFINITIFS PUBLIÉS PROCHAINEMENT** **Ce que le recensement économique démontre**

---

Les résultats définitifs du recensement des activités économiques hors agriculture, effectué en 2011 sous la conduite de l'Office national des statistiques (ONS), seront publiés dans une quinzaine de jours. Néanmoins, les résultats de la première phase démontrent déjà que l'économie nationale est loin d'être productive et est toujours dominée par l'activité commerciale et de service.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Voire, l'économie entrepreneuriale et réellement productive n'existe pas comme le relève le président d'honneur du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Omar Ramdane. Ce dernier, ainsi que plusieurs membres du FCE, ont assisté hier, au siège du MDI (Management Development Institute) à la présentation des résultats préliminaires par des représentants de l'ONS. Certes, ce recensement, le premier du genre, n'est pas une fin en soi mais s'inscrit dans le cadre de la stratégie de modernisation du système national d'information statistique (SNIS) et d'amélioration de la relation administration opérateurs économiques. Et dans la mesure où ce recensement sera suivi dans une seconde étape par le lancement à la fin 2012 d'une enquête de structure, plus approfondie et basée sur l'échantillonnage, la prise en compte de paramètres financiers et la couverture de plusieurs secteurs d'activités économiques. De même qu'il sera complété, selon le chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la Statistique, Mohamed Bakalem, par des actions liées à la maturation de la stratégie nationale de développement statistique. Il s'agira fondamentalement, à terme, de la mise en place d'un identifiant commun des entreprises et établissements, en tant que prérequis pour le développement d'un répertoire central, capable d'appariement et couplé à la maturation d'un hub (une plateforme) informationnel. Et ce, au-delà du recensement général de l'agriculture qui sera lancé dès cette année, sous l'égide du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et avec l'assistance technique de l'ONS. Toutefois, la première phase du recensement des activités économiques démontre que sur 1 020 058 entités dénombrées, 94% sont des entreprises, soit 959 758 entreprises. Sur ce nombre, les activités de commerce essentiellement de détail et les services (le transport notamment) représentent 89% tandis que l'industrie et la construction ne comptent que pour 11%. Soit, et le directeur général adjoint de l'ONS, Hamid Zidouni, ne

manquera pas de le relever, l'économie nationale a davantage un caractère tertiaire. En d'autres termes, et au-delà de la prépondérance des personnes physiques, l'importance du secteur privé, la dominance de l'urbain et la prééminence des entités du nord du pays, l'économie nationale n'arrive pas à se départir de sa dépendance mercantiliste, marchande et peu productive. Ce qui, dans le contexte de dépendance accrue des hydrocarbures, soulève l'incertitude sur la capacité du pays à subsister et à se diversifier en faisant fi de toute rhétorique. Et sans omettre l'importance de l'informel que le recensement prend en compte, dans la mesure où la méthodologie adoptée se base sur le recensement des activités localisables (présentes sur un lieu fixe), indépendamment de la taille et de leur conformité ou non à la réglementation fiscale, commerciale et autre. Comme ce recensement démontre une appréciation relativement mauvaise du rôle du Centre national du registre de commerce (CNRC), par nombre d'opérateurs et experts qui déplorent la rétention par ce centre des données financières et comptables. Et ce, au-delà de la différence de chiffres entre l'ONS et le CNRC qui établit l'existence de quelque 1 450 000 opérateurs économiques inscrits. Et dans la mesure où le principe de confidentialité des données privées ne peut contrecarrer la possibilité pour les tiers d'accéder à des données dont le dépôt au CNRC est obligatoire.

C. B.



IL DÉPLORE L'ABSENCE D'UNE STRATÉGIE  
ÉCONOMIQUE

# Le patronat décortique les chiffres de l'ONS

UNE TROP FORTE concentration de l'activité économique est constatée dans le commerce et les services.

Le recensement économique de l'Office national des statistiques donne cette conclusion : le commerce et les services dominent l'activité économique. Sur un million d'entités économiques recensées, 512 549 sont des entités commerciales, soit un taux de 55,7 %. Il faut relever qu'il y a un différentiel entre les chiffres de l'ONS et ceux du Centre national du registre du commerce qui recense 1.450 000 entités tandis que l'ONS affiche un million seulement. La confidentialité et l'incompatibilité des systèmes informatiques ne permettent pas, à l'ONS d'accéder aux statistiques du Cnrc, a expliqué Zidouni représentant de l'ONS. Les participants à une rencontre tenue au MDI à Alger ont évalué les résultats du recensement. La situation n'est pas au niveau en matière de coopération interinstitutionnelle, a-t-on relevé. Autre remarque soulevée, le balayage de l'ONS n'a pas fait de distinction entre la taille et le statut juridique de chaque entité. Les statistiques comprennent les entités tant formelles qu'informelles. En deuxième position vient le secteur des services avec 325442 entités. L'industrie manufacturière représente moins de 10 %. L'ONS a recensé 97 202 entités économiques dont 23,7 % dans l'agroalimentaire, 20,7% dans la fabrication des produits métalliques et 10,5% dans l'habillement. Le Btph représente 10 000 entités. Les activités dans le domaine immobilier et financier restent très faibles note-t-on. Cela renseigne sur « l'ampleur du désastre auquel est parvenu notre économie », a commenté le vice-président du comité des chefs

d'entreprise au FCE, Omar Ramdane. Selon les statistiques de l'ONS, le commerce occupe la première place dans le secteur privé, 512 549 entités, soit 55,7%. Avec 431 916 entités, le commerce de détail représente près de 84,3% dans le total commerce. Les services viennent en deuxième position avec 308 039 entités. L'activité hébergement et restauration compte près de 20%. Les industries manufacturières englobent 89 787 entités représentant 9,7% du total. Elles sont dominées par les industries agroalimentaires qui comptent 21 731 entités, soit 24,2%, suivie de l'industrie de l'habillement (10,9%). Le tableau de la répartition des entités économiques par région donne un taux de concentration de 33 % dans le Nord-Centre et 23 % dans les Hauts-Plateaux. 283 940 entités ont été recensées dans cette partie du territoire national dont environ 99 000 sont implantées à Alger. En milieu urbain, la wilaya d'Alger occupe la première place avec 12,0% du nombre total. La wilaya d'Oran vient en deuxième position avec 6,5%. Pour le milieu rural, la wilaya de TiziOuzou occupe la première place avec la concentration des entités, soit 8,3% du nombre total. La seconde concentration des entités en milieu rural est la wilaya de Sétif avec 6,7%. En termes d'activité, 68% des industries extractives sont implantées dans le milieu rural. En revanche, les industries manufacturières représentent 19%. Par ailleurs, les activités immobilières et financières restent très faibles dans le milieu rural, respectivement 1,8% et 3,5% « C'est à se demander à quoi sert le Schéma d'aménagement du territoire », dira l'expert en économie, Abdelmadjid Bouzidi. « Quand on compare l'économie algérienne des années 1970 avec ses plans quadriennaux à celle d'aujourd'hui on a peur ! », poursuit-il. « Il faut d'abord élaborer un projet économique », indique-t-il. Il est temps d'arrêter les projets au pied levé, au fur et à mesure de l'avancement des négociations avec X ou Y. Il faut aller vers l'économie productive en libérant les initiatives. Et, surtout, l'Etat doit réapprendre à faire de la régulation car on a une crise en la matière du fait que l'Etat fait tout par lui-même au lieu de se contenter de surveiller, contrôler et faire respecter les règles du jeu et libérer les initiatives privées et faire de l'investissement ». Cette première phase du premier Recensement économique, au cours de la période allant de mars à décembre 2011 a ciblé tous les établissements économiques, hors agriculture, relevant des secteurs privé et public et ce, quel que soient leur secteur d'activité et leur secteur juridique, ainsi que les établissements administratifs. Elle a concerné également tous les établissements administratifs (secteur de l'Administration). Selon le document de l'ONS, sur les 959 718 entités recensées, 83,5% sont implantées en milieu urbain et 16,5% en milieu rural. Par ailleurs, les résultats de la deuxième phase ou définitifs qui prendront en compte les paramètres de chiffres d'affaires et emploi seront publiés dans les prochains jours.

M. B.



## Importation, distribution, présence des entreprises : Le grave constat du FCE

par M. Aziza

Le système d'importation et de distribution aura encore, de beaux jours dans notre pays. On continuera à importer pour les prochaines années, étant donné que notre industrie est très peu présente. Telle est la lecture faite par le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Réda Hamiani, lors d'une rencontre d'évaluation « des résultats du dernier recensement économique » établi par l'ONS, tenue hier, au siège de □MDI-Business School', à Chéraga.

Hamiani a précisé que les chiffres de l'ONS sont là pour confirmer, bel et bien, cette donne. «Notre économie est constituée à 90% de personnes qui sont dans les services et le commerce, dont 84% versés dans l'activité commerciale de détail», dit-il. Et de poursuivre «et ce, face à une industrie très faible, et qui ne représente que 6 % seulement, accaparés par l'agro-industrie et le BTPH.» Le président du FCE poursuit «avec une industrie peu présente, on donne forcément à l'appareil de distribution qui est très important dans notre pays, la chance d'importer davantage à l'avenir, pour de longues années encore», qualifiant la situation de très grave.

Pour rappel, les chiffres de l'ONS font état de l'existence de 1.020. 058 entités sur l'ensemble du territoire national, soit 959.718 entités économiques, représentant 94% du total et 60.340 entités administratives. La part du secteur privé, dira Hamiani, est largement prépondérante. «On parlait de 75% du secteur privé, on est à 95%. Hors secteur des hydrocarbures, le privé contribue, dans notre pays, à 90% de création de valeur ajoutée et de richesses» notera le chef du FCE, avec satisfaction.

En ce qui concerne la localisation des pôles économiques, Réda Hamiani a indiqué qu'Alger conserve sa prédominance, c'est le pôle économique par excellence. Elle est suivie par Oran, puis Sétif. «Le comble est de savoir que toutes les entreprises sont présentes dans une vingtaine de wilayas, dans le reste il n'y a rien, c'est pratiquement le Sahara dans 28 wilayas du pays, donc c'est le chômage, l'appauvrissement, la misère dans ces wilayas, c'est catastrophique » conclut Hamiani, tout en considérant que ces chiffres sont les premiers du genre. « Ces statistiques reflètent la réalité physique du terrain. Pour la première fois, on ne s'est pas contenté de faire de l'addition entre les fichiers, ceux des Impôts, de la CNAS, des services des douanes et le reste, sachant que ce genre de pratique n'est pas sérieux, notamment devant les étrangers», explique encore Hamiani. Le président du Forum, a expliqué que cette fois, les enquêteurs de l'ONS sont descendus sur le terrain, ils ont recensé toutes les activités fixes, ceux qui ont des registres commerces et ceux qui n'en n'ont pas.

الإعلان عن النتائج النهائية للإحصاء بعد أسبوعين



## كارثة الاقتصاد الجزائري بالأرقام

الجزائر: سليم بن عبد الرحمن 17-07-2012

كشف نائب المدير العام للديوان الوطني للإحصائيات، حميد زيدوني، أمس، أن النتائج النهائية للإحصاء الاقتصادي لسنة 2011 سيتم الإعلان عنها بعد أسبوعين، في وقت اعتبر الرئيس الأسبق لمنتدى رؤساء المؤسسات، عمر رمضان، أن النتائج الأولية للإحصاء تظهر كارثة الاقتصاد الجزائري الذي يعتمد على القطاع التجاري والخدمات في غياب شبه كلي للصناعة وأورد السيد زيدوني في مداخلة، قدم من خلالها توضيحات حول النتائج الأولية للإحصاء الاقتصادي، في لقاء نظمه منتدى رؤساء المؤسسات بالمعهد الدولي لفنون التسيير والتنمية في العاصمة، أن النتائج النهائية للإحصاء الاقتصادي سيتم الإعلان عنها بعد

أسبوعين. وأوضح بأن الإحصاء شمل حوالي مليون متعامل اقتصادي ينشطون في موقع ثابت بمن فيهم من يعمل دون سجل تجاري، في إشارة إلى إدراج متعاملين في السوق الموازية وهذا في حال ما تم تحديد موقع نشاطهم وأضاف أن النتائج المقرر نشرها قريبا، تتعلق بالمرحلة الأولى للإحصاء وستبعتها مرحلة ثانية للإحصاء، حيث سيتم التدقيق في النشاطات الاقتصادية على مستوى البلديات. ولكن المتحدث شدد على أن الإحصاء الاقتصادي لن يكشف عن تفصيل الحسابات الفردية للمتعاملين، فالقانون يمنع الديوان الوطني للإحصاء من كشفها بل يسمح له بتقديم المعطيات الإجمالية فقط وهذا ردا على مطالب متأتية من منتدى رؤساء المؤسسات، تدعو إلى الشفافية في التعامل مع المعطيات الاقتصادية، بما فيها حسابات الشركات التي يفرض القانون على أصحابها أن يودعوها لدى المركز الوطني للسجل التجاري من جانب آخر، أضاف المسؤول أن الإحصاء الاقتصادي لسنة 2011 لم يشمل القطاع الفلاحي، على اعتبار أنه يحتاج إلى منهجية مغايرة، وهو قطاع سيشهد، خلال السنة الجارية، إحصاء خاصا به ستجريه وزارة الفلاحة والتنمية الريفية بمساعدة تقنية من الديوان الوطني للإحصاءات. ولم يتردد عمر رمضان، الرئيس الأسبق لمنتدى رؤساء المؤسسات، في اعتبار أن الوضع الاقتصادي الوطني، بناء على النتائج الأولية للإحصاء، زاد تدهورا، فأغلب المتعاملين الاقتصاديين الذين اعتبرهم "غاشي" ولا علاقة لهم بالنشاط الاقتصادي، يعملون في قطاعي التجارة والخدمات في غياب شبه كلي للصناعة. فمن بين مليون متعامل تم إحصاؤهم، نجد أن 1, 55 بالمائة يعملون في التجارة و 9, 33 بالمائة في قطاع الخدمات ولا تشمل نسبة المتعاملين في القطاع الصناعي إلا 10 بالمائة. ولتأكيد أن الوضع الاقتصادي في الجزائر أصبح يهدد البلاد، أشار عمر رمضان إلى تراجع الأسطول البحري من 80 باخرة إلى 14، ليضيف أن من بين 14 باخرة التي تمتلكها الجزائر، 6 منها فقط تعمل، في حين أن البواخر الأخرى لا يعرف مصيرها. إن أمرا كهذا يهدد أمن البلاد، في حال ما تم حصارها اقتصاديا.

الشروق  
اون لاين

## الباترونا: لا يوجد اقتصاد في الجزائر هناك "غاشي" يمارس التجارة

كشفت النتائج الأولية للإحصاء الاقتصادي الوطني، الذي أجراه الديوان الوطني للإحصاء، أن الجزائر فقدت نسجها الصناعي بشكل شبه نهائي، حيث تحول الاقتصاد الوطني إلى "بازار" كبير لبيع السلع المستوردة بعد أن تمكن القطاع التجاري من الهيمنة المطلقة على النشاط الاقتصادي.

وقال أمس، عمر رمضان الرئيس الشرفي لمنتدى رؤساء المؤسسات، إن النتائج المرعبة التي كشف عنها الإحصاء الاقتصادي لا تبشر بخير وأن الاقتصاد الجزائري في حالة خطيرة جدا، مضيفا أن الإحصاء كشف أن الجزائر لا تملك اقتصادا بل هناك "غاشي" يمارس التجارة فقط، مشيرا إلى أن البلاد أمام حقيقة مفرجة بعد أن فقدت الجزائر جميع مؤسساتها الصناعية.

وأكد أمس حميد زيدوني، نائب المدير العام للديوان الوطني للإحصاء، أن الإحصاء الاقتصادي الأول الذي نشرت نتائجه الأولية يمكنه السماح بإعادة تصحيح المسار خلال السنوات القادمة وإعادة بعث الاقتصاد الوطني بما يتناسب مع احتياجات البلاد.

وقال زيدوني، إن المعطيات الأولى من نوعها في الجزائر، ستنتشر بشكل خام من أجل تمكين جميع المتدخلين عموميين وخواص ومؤسسات حكومية ومراكز بحث ومختصين من دراستها وقراءتها بحرية تامة كل حسب زاوية نظره، مضيفا أن الملاحظة الرئيسية التي يمكن الخروج بها هي الهيمنة التامة للقطاع التجاري والخدمي على الاقتصاد الجزائري، حيث لا يتعدى عدد المؤسسات الصناعية 97 ألف مؤسسة في قطاعات صناعية بسيطة جدا.

وكشف المتحدث خلال مؤتمر لمناقشة نتائج الإحصاء الاقتصادي التي ستعلن بشكل نهائي مطلع الشهر القادم، أن عدد المؤسسات التجارية بلغ 528 ألف و328 مؤسسة بما يعادل 55.1 بالمائة من مجموع المؤسسات التي تم إحصاؤها في الجزائر، متبوعة بقطاع الخدمات بـ325 ألف و440 مؤسسة، حيث يتوزع قطاع التجارة على نشاط التجزئة الذي يستحوذ على 84 بالمائة من النشاط التجاري، مقابل 14 بالمائة بالنسبة لنشاط الجملة وبيع السيارات والدراجات. ومن حيث فروع نشاط الخدمات يمثل النقل 26 بالمائة مقابل 18.7

## 15.2 بالمائة لقطاع

بالمائة لنشاط الإطعام و

الاتصالات و 2.10 بالمائة للنشاطات القانونية والمحاسبة و 5.4 بالمائة لقطاع الصحة البشرية.

وكشفت الأرقام المعلنة من الديوان الوطني للإحصاء، عن ضعف هيكلي في عدد المؤسسات الاقتصادية الناشطة في القطاع الثالث (النشاطات الوسيطة)، حيث لم يتعد عدد المؤسسات في هذا الفرع 77 ألفا و 853 مؤسسة أي ما يعادل 89 ٪ من مجموع المؤسسات الاقتصادية، مضيفا أن عدد المؤسسات الصناعية في الجزائر لا يتعدى 97 ألفا و 202 مؤسسة منها 23.4 بالمائة في قطاع الصناعات الغذائية و 8764 مؤسسة في قطاع البناء.

وسجل الديوان تمركزا خطيرا للمؤسسات الجزائرية في الوسط الحضري، حيث بلغت نسبة المؤسسات في الوسط الحضري 83.5 بالمائة من إجمالي 959 ألف و 7168 مؤسسة خارج القطاع الصناعي التي تحصيها الجزائر، ولا يتعدى عدد المؤسسات في الوسط الريفي 16.5 بالمائة مما يفسر اشتداد حدة ظاهرة النزوح نحو المدن والمناطق الساحلية بصفة عامة منذ السنوات الأولى للاستقلال.

وجاءت العاصمة الجزائر في المقدمة بحوالي 97 ألف مؤسسة وهو رقم يفوق مجموع المؤسسات في كامل ولايات الجنوب، التي لم تسجل سوى 85 ألف مؤسسة.

وأظهرت الدراسة الضخمة، بأن النسيج الاقتصادي الوطني تهيمن عليه صفة الشخص الطبيعي بنسبة 90.6 بالمائة، 9.4 لصفة الشخص الاعتباري (أي المؤسسات) مما يجعل الأغلبية المطلقة للمؤسسات الجزائرية هي مجرد مؤسسات مصغرة عائلية في أغلب الأحيان.

وأضاف التحقيق الذي شمل جميع المؤسسات الاقتصادية خارج مجال الفلاحة التابعة للقطاعات الخاص والعام والقطاع الموازي من مختلف الأحجام، والذي خص أيضا جميع المؤسسات الإدارية وعددها 60 ألفا و 340 مؤسسة إدارية، أن العاصمة استحوذت على أكثر من ثلث المؤسسات الاعتبارية الموجودة عبر البلاد بنسبة 33.8 بالمائة متبوعة منبعيد بولايتي تيزي وزو ب 7.2 بالمائة وبجاية 6.7 بالمائة.